

**Francophonie - Intervention de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des Affaires étrangères,
à l'occasion de la présentation du
rapport du CESE sur la
Francophonie**
(Paris, 10 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Madame la Secrétaire générale de la Francophonie,

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Madame la Rapporteuse,

Comme cela a été fait par Mme la secrétaire générale, j'associe tous les représentants des opérateurs et, au titre de l'Etat, je souhaite notamment mentionner le délégué interministériel à la langue française pour la cohésion sociale qui s'est déjà exprimé dans la vidéo que nous venons de voir, ainsi que le délégué à la langue française et aux langues de France, dont l'intitulé démontre déjà le lien entre la langue française et le plurilinguisme.

Monsieur le Président,

C'est une première pour moi que de m'exprimer devant votre auguste assemblée, j'en suis très heureux. L'ancien sénateur que je suis décèle des similitudes entre nos deux Assemblées - le Sénat et le CESE - parce que nous avons ce souci de nous abstraire de l'immédiateté du buzz médiatique ; pardon d'utiliser un terme qui est un anglicisme pour commencer. Ceci montre bien combien nous devons nous discipliner. En tout cas, ce souci d'appuyer sur pause, de réfléchir, d'anticiper, de faire de la prospective, c'est ce que je retrouve dans les rapports de votre institution.

Aujourd'hui, nous nous consacrons à la francophonie. Dans l'assemblée je vois M. Philippe Jahshan et son rapport sur la politique de coopération et de développement ; c'est de nature à inspirer les travaux que nous conduisons.

Je veux vous dire que le gouvernement est heureux de pouvoir s'appuyer sur l'expertise présente ici. C'est bien utile à côté des compétences de nos administrations.

C'est un grand plaisir de me retrouver aujourd'hui parmi vous pour évoquer une cause qui m'est chère. C'est un engagement personnel et je sais que cette assemblée est composée de personnes engagées, de citoyens « au carré » qui en font plus que la moyenne. Vous êtes investis dans le monde associatif, militant et syndical. On sait que ce type d'engagements, quand on les a chevillés au corps, nous portent et c'est mon cas sur ce sujet de la francophonie.

Je dois dire que ce rapport sur les travaux de la section arrive à point nommé. En termes de calendrier, nous en sommes aux prémices de la réflexion qui va nous conduire dans les prochaines semaines et les prochains mois à des décisions gouvernementales. Au-delà, Madame la secrétaire générale, nous avons emprunté le chemin qui nous conduira jusqu'à Erevan, avec le Sommet de la Francophonie qui s'y tiendra cet automne. Ce sera un moment majeur pour définir les actions prioritaires qui devront être conduites dans les prochaines années. En proposant cet avis, on voit que le CESE est pleinement dans cette mission d'anticipation et dans sa mission constitutionnelle que vous rappeliez, Monsieur le Président, pour éclairer les pouvoirs publics.

Nous partageons le constat qui a été fait, celui d'une Francophonie dynamique qui doit toujours se réinventer, car nous sommes dans un monde de mutations où tout va très vite. Nous-mêmes, nous devons garder dans cet espace francophone la créativité qui fait que cela doit être toujours plus un espace attractif, un espace dans lequel des gens qui n'ont pas notre langue en partage dès la naissance aient envie de s'y projeter, d'y vivre, qu'ils aient envie de penser avec les mots de cette langue.

D'ores et déjà, beaucoup de choses ont été faites, il ne s'agit pas de dire que l'on va passer de l'ombre à la lumière parce que, sur la feuille de route qui sera déterminée dans les prochains mois, nous serions dans une situation compliquée. Mais c'est un fait que nous sommes dans ce « village monde » où il y a une concurrence des aires linguistiques à la croisée des chemins. Je crois qu'il ne faut pas hésiter à le reconnaître. C'est vrai que l'intérêt des Français eux-mêmes pour la Francophonie n'a peut-être pas été assez cultivé. C'est un paradoxe mais c'est hélas très vrai. C'est paradoxal lorsqu'on sait que l'on est capable de s'enflammer, que des débats peuvent faire irruption dans les discussions publiques quant à l'orthographe. Vous avez peut-être en tête les nombreuses tribunes ou les colloques qui ont pu discuter de l'écriture inclusive par exemple.

Le premier souhait du président de la République, c'est que les Français se réapproprient la Francophonie et que cette langue soit perçue comme une langue qui ouvre des opportunités. Comme le disait Marie-Christine Saragosse, c'est la langue de la fraternité qui est autant créatrice de passerelles et de ponts vers des cultures, vers d'autres nous-mêmes, ou des nous-mêmes qui sont autres, peu importe comment on le prend. Il faut que cela donne envie aux jeunes générations de locuteurs potentiellement francophones, mais qui ne le sont pas encore, de le devenir.

Souvent, on a tendance à se dire que de façon mathématique, et la démographie a été évoquée, nous passerons de 274 millions de francophones à 750 millions dans quelques décennies. Mais c'est purement virtuel. C'est l'addition de populations, d'Etats qui sont effectivement reconnus comme francophones. Il y a vraiment un espace, peut-être un fossé parfois, entre ce potentiel

et ce qui va réellement être réalisé, car bon nombre de systèmes éducatifs n'ont pas forcément mis en place les dispositions qui permettent l'apprentissage de cette langue. On voit bien que là aussi, nous avons de nombreux enjeux à rappeler.

Le président de la République martèle régulièrement dans ses interventions quelques messages forts. Tout d'abord, il faut rappeler que la langue française n'est plus uniquement française, elle est depuis longtemps une langue du monde, irriguée par de nombreuses cultures. Nous avons parlé de Léopold Sédar Senghor et je voudrais reprendre quelques mots de l'un de ses articles dans la revue Esprit en 1962. Je crois que c'est l'une des premières revues dans lesquelles il y a vraiment un débat qui s'installe et où tous les pères fondateurs, de Norodom Sihanouk à Bourguiba en passant par Sédar Senghor, s'expriment pour dire que la Francophonie, c'est «cet humanisme intégral qui se tisse autour de la terre. Cette symbiose des énergies dormantes de tous les continents, de toutes les races qui se réveillent à leur chaleur complémentaires.»

Je trouve que c'est un très beau résumé qui montre combien nous nous nourrissons les uns des autres, et combien cette langue française, avec son histoire qui a traversé les siècles, est irriguée par de nombreux affluents issus d'autres cultures.

Le président de la République l'a souligné, je veux dire également combien l'enjeu de la jeunesse est lié à celui de la Francophonie. Il l'a fait à Ouagadougou, lors de son discours devant la jeunesse africaine, en réaffirmant toute l'emphase que nous souhaitons mettre sur l'accès au savoir. Je salue d'ailleurs le rôle que joue l'agence universitaire de la Francophonie qui, avec peu de moyens, fait des miracles au quotidien. Je veux souligner que la promotion de la Francophonie est indissociable de la promotion du plurilinguisme et de la diversité culturelle.

Le calendrier 2018 sera de ce point de vue très riche : outre la préparation du prochain Sommet de l'OIF, les premiers mois de cette année seront consacrés à la préparation de la stratégie souhaitée par le président de la République pour la promotion de la langue française et du plurilinguisme. Le 26 janvier, j'aurai l'occasion de lancer un site internet qui permettra une consultation nationale et internationale sur laquelle les citoyens seront amenés à proposer leurs idées et à donner leurs contributions. J'espère que ce sera l'occasion de recueillir de nombreuses propositions.

Le Président de la République a souhaité, à cette fin, lancer une large consultation internationale via une plateforme numérique, et je présenterai en lien avec de nombreuses personnalités de la Francophonie, une nouvelle stratégie de la promotion de la langue française et du plurilinguisme au cours du mois de mars. Le président de la République aura l'occasion d'annoncer cette stratégie pour la langue française et le plurilinguisme. Nous nous retrouverons - c'est une invitation que je vous lance- les 14 et 15 février prochains avec l'Institut français pour deux journées de réflexion intenses afin de préparer les décisions prises en mars.

Toutes les propositions et suggestions que vous faites dans le rapport seront une base de réflexions précieuses et je souhaite revenir sur quelques-unes d'entre elles pour vous dire combien nous les partageons.

Nous voulons placer l'éducation et la formation au coeur de l'action de la Francophonie portée par la France, mais aussi la Francophonie multilatérale. C'est très clairement l'enjeu crucial pour le maintien et le développement de ce potentiel francophone et c'est pourquoi le Président de la République a souhaité coprésider avec M. Macky Sall, le 2 février, la conférence de reconstitution du partenariat mondial pour l'éducation. Ce sera l'occasion de faire ce plaidoyer pour que les Etats s'engagent résolument en matière budgétaire afin que l'objectif de développement durable N° 4 - celui de l'éducation - soit effectif, afin d'obtenir que toutes les jeunes filles et jeunes femmes qui parfois n'ont pas accès à l'éducation aussi longtemps qu'elles le voudraient puissent y parvenir.

Je salue à ce titre l'action de l'OIF. En octobre dernier a été inauguré à Dakar, l'IFEF, organe de la Francophonie chargé de suivre les programmes éducatifs et d'en créer de nouveaux. C'est une organisation à laquelle la France est attachée.

Madame la Rapporteuse, vous évoquiez la mobilisation étudiante et l'attractivité universitaire de la France. De ce point de vue, nous ne saurions nous reposer sur d'hypothétiques lauriers. En effet, très clairement, la France n'est plus en première position. D'autres nations, d'autres pays offrent de plus en plus de bourses et de places dans les universités, et nous avons là aussi un défi à relever. Le fait de souligner les enjeux ultramarins, c'est une dimension que nous accompagnons bien volontiers. Comme la Secrétaire générale le mentionnait, le fait que la Nouvelle Calédonie soit membre associée depuis le sommet d'Antananarivo va dans la bonne direction.

Vous évoquiez les enjeux de communication et lors de cette journée du 20 mars nous devons en faire un événement qui soit vécu par la communauté internationale. J'évoquais avec Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, la possibilité que, ce jour-là, dans chacune des écoles de France, le texte d'un auteur francophone puisse être lu. Finalement, ce 20 mars, vous et moi en connaissons la signification ; mais prenez le métro et posez la question, je pense malheureusement que vous n'aurez pas forcément de réponse à cette question. Il est donc important de faire cette pédagogie pour partager avec un nombre toujours plus grand de nos concitoyens la signification de cette journée.

La nomination de Leïla Slimani - comme représentante personnelle du président de la République pour la francophonie - qui est une personnalité rayonnante, une écrivaine passionnante est de nature à favoriser la connaissance du rôle de la France dans la Francophonie. Elle aura une place éminente dans la mise en oeuvre de ce plan que le président de la République annoncera dans les prochaines semaines.

J'applaudis aussi aux différentes recommandations que vous avez faites pour renforcer la Francophonie au niveau européen. Au niveau des institutions européennes, le français, par sa précision d'ailleurs, pourrait être une langue de référence. Mais, au-delà de l'Union européenne d'ailleurs, dans toutes les institutions internationales, il faut avoir en tête que notre langue a cette précision parfois clinique, chirurgicale mais qui évite bien des embarras. Vous avez tous en tête, j'imagine, la résolution 242 des Nations unies qui traite du sujet d'Israël et de la Palestine : le problème de l'interprétation de cette résolution, vient de la tournure britannique, parce qu'il est bien précisé que les belligérants doivent se retirer ; en anglais c'est «from territories» - «de territoires» -, lesquels ? On ne sait pas. Alors qu'en français, et la version fait foi également, c'est «des territoires», c'est donc : de tous les territoires.

On voit bien que la précision du français dans les instances internationales a une valeur très importante. Et le contexte créé par le Brexit dès mars 2019 - la fin de la mise en oeuvre de l'article 50 - nous impose une ardente obligation de travailler d'arrache-pied pour que le français puisse au maximum tirer son épingle du jeu dans les institutions européennes. Je le dis en présence du vice-président du CES roumain, puisque nos amis roumains auront la présidence l'Union européenne d'ici deux ans et que nous aurons, à ce moment-là, besoin de travailler avec eux pour conforter la place de notre langue.

Nous ne pouvons nous résoudre à ce que, très régulièrement, alors que le français est une langue éminente de l'Union, des documents ne soient pas disponibles dans cette langue et que l'on doive travailler uniquement sur les documents en langue anglaise.

Ceci est un objectif que nous voulons partager, je vois Thierry Cornillet en tant que député européen qui acquiesce et je pense qu'il vit au Parlement européen les mêmes problématiques d'accès aux documents dans notre langue.

Vous évoquiez par ailleurs le fait de devoir reconnaître et institutionnaliser les liens entre les sociétés civiles des pays francophones. Oui, mille fois oui, très clairement. D'ailleurs, je salue les nombreuses réunions qui sont organisées sous l'égide de l'OIF. En décembre dernier, un séminaire sur l'égalité femmes-hommes s'est tenu en Roumanie, il était passionnant. Au-delà, l'idée que vous avez mise sur la table de conseil de la Francophonie, ce serait une façon, après l'assemblée parlementaire, d'avoir une sorte d'assemblée citoyenne ou d'assemblée de la société civile de la Francophonie qui pourrait, effectivement, jouer tout son rôle de catalyseur des initiatives venant du terrain et des sociétés civiles.

Vous évoquez la nécessité de remettre les fédérations sportives au coeur des jeux de la Francophonie. Il est vrai que les jeux de la Francophonie ont cette particularité d'allier à la fois le sport et la culture. Il y a la compétition, si je puis dire, mais il y a aussi l'expression tout simplement des talents artistiques. Je crois qu'il faut garder cette spécificité mais, sur le volet sportif, effectivement, peut-être qu'il faut faire en sorte que les fédérations nationales, en termes de calendrier, puissent bien s'insérer dans le dispositif pour que nous ayons des athlètes qui soient finalement les athlètes prometteurs de demain, et que ces Jeux de la Francophonie soient, quelque part, des mondiaux destinés aux jeunes espoirs et que l'on soit fier de dire quelques années après : leurs premières performances, c'était lors des Jeux de la Francophonie.

Et puis, vous évoquez le nécessaire soutien au réseau professionnel et scientifique francophone. Je vais dire un mot effectivement des réseaux scientifiques, parce que je crois que l'on a tous en tête des statistiques qui sont un peu déprimantes sur les publications scientifiques et le fait que de nombreux chercheurs français doivent publier dans des revues anglo-saxonnes ou en anglais pour que leurs travaux soient reconnus par la communauté scientifique à laquelle ils appartiennent, voire dans certaines institutions, certaines écoles, pour que ces travaux puissent être comptés dans leur actif.

De ce point de vue, je ne verrais que des avantages à ce que l'on puisse travailler à des partenariats, avec des journaux scientifiques - par exemple, il y a The Lancet pour le domaine

médical - pour avoir parfois des éditions qui soient bilingues, dans lesquelles nos scientifiques puissent s'exprimer en français et qu'également leurs travaux soient rendus accessibles en anglais grâce à ces éditions, à ces partenariats ; on a naturellement Internet qui permet aussi de faciliter la propagation et la diffusion de ces documents scientifiques. Et l'enjeu de la traduction, à ce moment-là, effectivement, est important. Je pense qu'on a là un chantier qui n'est pas mince, mais c'est un combat qui mérite d'être mené pour qu'il puisse y avoir véritablement en français des articles qui puissent résonner partout dans le monde.

Vous évoquiez naturellement aussi la dimension économique de la Francophonie et, Chère Marie-Béatrice, vous évoquiez les standards économiques. Il est vrai qu'il n'y a pas à se résoudre à des standards qui nous seraient imposés. C'est souvent le cas en matière de comptabilité, de gestion. Mais, en termes juridiques, il faut avoir en tête que, grâce à une institution qui s'appelle l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), par exemple le droit d'essence francophone structure un certain nombre de droits en Afrique de l'Ouest. Et je me réjouis que des pays du Moyen-Orient commencent à s'intéresser à la démarche de l'OHADA et veuillent l'intégrer.

Ne nous y trompons pas, on l'a vue avec la résolution 242, on le voit avec le droit, une langue, que ce soit en français, en allemand ou dans d'autres situations, c'est un point de vue sur le monde. Et, que ce point de vue soutient des valeurs qui reflètent une façon de voir qui est propre à chaque langue. Et le fait de penser le droit en français ou en anglais n'est pas la même chose. Là aussi, nous avons cette impérieuse nécessité d'être au rendez-vous.

Vous ayant dit tout l'appui que nous apportions à bon nombre de vos recommandations, peut-être j'ajouterais quelques nuances désormais pour vous dire que j'ai bien entendu le souhait de création d'un ministère de plein exercice en charge de la Francophonie. Je voudrais vous rassurer sur le fait que, effectivement, même s'il n'y a pas dans l'architecture institutionnelle, un ministre dédié ou un secrétaire d'Etat dédié, à titre personnel je m'y implique énormément.

Au-delà de cela, le souhait c'est que la dimension francophone innerve l'ensemble des départements ministériels. Et, honnêtement, quoi de mieux que ce soit le président de la République lui-même qui fasse ce portage politique ? Parce que j'ai bien lu l'avis. Votre avis c'est faire en sorte qu'il y ait un portage politique. Le président de la République, vous le connaissez, c'est un amoureux de la langue française, c'est un amoureux des lettres. Et ce chantier est, pour lui, prioritaire. Ce n'est pas un hasard si je crois qu'il est le seul dans sa campagne électorale, un certain 17 mars, à s'être rendu à Villers-Cotterêts. Villers-Cotterêts qui est, naturellement, le château où cette ordonnance a été prise, faisant du français, effectivement, la langue du Royaume, mais aussi qui est la cité de naissance d'Alexandre Dumas avec tout ce que cela représente comme symbole. Donc, je peux vous dire que je crois qu'on a là quelqu'un qui est vraiment pleinement engagé et finalement c'est le plus beau et le meilleur portage politique.

Encore une fois, je reste à l'entière disposition de tout le monde pour qu'on puisse, sur ces sujets-là, travailler. Il y a bien des associations d'ailleurs qui me disent : vous êtes venu à mon vernissage, cela fait longtemps qu'on n'a pas vu un ministre. Et pourtant, il y avait des secrétaires d'Etat à la Francophonie auparavant.

Je crois que ce qui compte c'est la flamme, la bonne volonté et nous sommes un certain nombre dans le gouvernement à l'avoir. Je pense à Françoise Nyssen naturellement, je pense à Jean-Yves Le Drian aussi et, encore une fois, au président de la République.

Je veux vous dire quelques mots, justement, pour résumer tout cela, en me raccrochant à des grands auteurs, par exemple à Antonine Maillet qui est cette écrivaine acadienne, que connaît bien Michaëlle Jean, prix Goncourt en 1979. Et je crois que cela résume bien un petit peu l'histoire de cette langue française qui voyage de par le monde et qui nous permet, finalement, de nous redécouvrir. Parce que, finalement, elle a écrit, raconté, justement, l'histoire du Roman de Renart qu'elle-même avait reçu d'une ancienne d'Acadie qui, elle, le tenait de ses aïeux, puisque, vous le savez, les Acadiens souvent ont quitté les provinces de l'ouest de la France pour aller vers les provinces de l'est de la Nouvelle France et, étant dans un territoire qui parfois pouvait être hostile, ont gardé une certaine forme d'autarcie et ont donc transmis par voie orale un certain nombre de traditions. Ainsi, le Roman de Renart s'est perpétué, s'est transmis de génération en génération et elle a pu le réécrire, le redire alors que nous-mêmes nous n'en avons pas forcément la trace originelle. Cela montre bien que, parfois, grâce aux communautés francophones, grâce aux Français qui ont voyagé, nous pouvions nous-mêmes redécouvrir une partie de ce que nous étions.

Donc, la découverte et la redécouverte, c'est l'enjeu pour la Francophonie et pour les Français vis-à-vis de la Francophonie.

J'aimerais terminer, Michaëlle Jean commence à connaître cette parole que je récite souvent désormais, avec ces paroles d'un groupe breton. Comme je suis auprès de Jean-Yves Le Drian qui est breton, j'ai appris la littérature bretonne. Et j'ai trouvé un groupe passionnant qui s'appelle Tri Yann. Tri Yann a écrit une chanson qui s'appelle «La découverte et l'ignorance» et, naturellement, cela a trait à la langue bretonne. Mais, quand on lit ces paroles, elles pourraient s'appliquer à la langue française. Et j'ai envie de vous les lire en remplaçant le mot «breton» par le mot «francophone» et je trouve que cela sonne très bien. «Qu'appelons-nous être francophone ? Et d'abord pourquoi l'être ? Français, Ivoirien ou Vietnamiens d'état-civil je suis nommé Français, Ivoirien ou Vietnamien, j'assume à chaque instant ma situation de Français, Ivoirien ou Vietnamiens, mon appartenance à ces pays, mon appartenance à la Francophonie n'est en revanche qu'une qualité facultative que je peux parfaitement renier ou méconnaître. Je l'ai d'ailleurs fait. J'ai longtemps ignoré que j'étais francophone, Français, Ivoirien sans problème. Il me faut donc vivre la francophonie en surplus et, pour mieux dire, en conscience. Si je perds cette conscience, la Francophonie cesse d'être en moi, si tous les Francophones la perdent elle cesse absolument d'être. La Francophonie n'a pas de papiers, elle n'existe que si à chaque génération des hommes se reconnaissent Francophones. À cette heure, des enfants naissent par-delà la Francophonie. Seront-ils francophones ? Nul ne le sait. À chacun, l'âge venu, la découverte ou l'ignorance». Grâce au CESE, ce sera la découverte./